II. - Économiques et sociales...

*

* *

IMMIGRATION ET STATISTIQUE*

«Statistical thinking will one day be necessary for efficient citizenship as the ability to read and write». H.G. Wells.

«It ain't so much the things we don't know that get us into trouble. It's the things that we know that ain't so». Artemus Ward.

Deux des citations placées en exergue dans le spirituel ouvrage de Darrell Huff *How to Lie with Statistics* (1).

Les statistiques sont rarement neutres. Non pas les chiffres, cela va sans dire. Mais leur utilisation. Les définitions reflètent, naturellement, les conceptions et les préoccupations des auteurs, du milieu, du moment (2). Les données elles-mêmes peuvent être inexactes, incomplètes ou ambiguës. Elles peuvent être manipulées plus ou moins consciemment; elles peuvent induire en erreur par omission ou être utilisées hors de leur contexte.

L'immigration fournit un bon exemple de l'usage et des abus. Limitons-nous à l'exemple récent de la France. A partir de 1974, les entrées des étrangers ont été drastiquement réduites. La montée du chômage n'a nullement coïncidé avec celle de l'immigration. Et, pourtant, cela n'a point empêché de nouveaux «chercheurs», politiquement motivés, à établir un lien entre les deux (3), culminant dans la fameuse équation, économiquement et socialement absurde mais politiquement efficace : 2 millions d'étrangers = 2 millions de chômeurs; une équation qui devait faire les beaux jours du Front National (4).

* Cette étude a fait l'objet d'une communication au colloque *Les étrangers dans la ville* organisé par l'Université de Rennes II, du 14 au 16 décembre 1988.

(1) Victor Gollancz, Londres, 1954.

(2) Selon KURTZ (M.M.) «généralement le système statistique d'un pays reflète ses concepts de la migration et son approche politique» in *International Migration Review*, n° 80, winter 1987 p. 952.

(3) Cf. GRIOTTERAY (A.) *Les immigrés : le choc*. Paris, Plon, 1984, p. 50 à 67, et MOTTIN (J.), *Les immigrés et l'emploi*, Paris, Editions Litec, 1986 p. 78 et sq.

(4) Le 19 février 1976 M. J. Chirac utilisait sur Antenne II un argument semblable : «Un pays dans lequel il y a 900 000 chômeurs, mais où il y a plus de 2 millions de travailleurs immigrés n'est pas un pays où le problème de l'emploi est insoluble». *Migrants nouvelles*, mars 1976, n° 16, p. 7.

Nous nous proposons dans cet essai d'examiner quelques problèmes liés aux statistiques de l'immigration avec leurs vraies et fausses difficultés. Pour cela nous commençons par les questions liées à la définition même de l'étranger, de l'immigré et les réponses apportées par le statisticien. Nous analyserons ensuite des erreurs et des ambiguïtés résultant non seulement de la manipulation intentionnelle, mais aussi des lacunes dans les données, des variations dans les définitions etc. De cette analyse générale nous passerons à quelques cas concrets dans des domaines tels que la délinquance, l'éducation, le chômage et la protection sociale. Nous en concluons que le phénomène de l'immigration ne peut être proprement perçu en dehors de son contexte historique – les bilans ne donnent pas une image juste s'ils n'assument pas le passé et les projections n'ont aucune signification sans hypothèses bien précises – et surtout de son cadre social. Cette tentative ne prétend pas être exhaustive. Nous espérons seulement aider à se prémunir contre le mensonge et le demi-mensonge statistique dans ce domaine où il est particulièrement nocif.

I. – DIFFICULTÉS DE DÉFINITION ET DE DÉNOMBREMENT

a) Définition

Nous savons maintenant comment on peut être Persan, mais nous avons encore quelques difficultés à saisir ce qu'est un immigré. La confusion résulte en partie de l'identification de l'immigré avec un travailleur étranger. Cela n'est pas toujours exact. M. R. Barre est souvent cité en exemple (5). Venu de sa Réunion natale, l'ancien Premier Ministre est certes un immigré mais en aucun cas un étranger. Son exemple est symboliquement intéressant dans un autre sens. M. R. Barre pourra être inclus dans les statistiques des personnes venues d'outre-mer. Il ne sera, cependant, jamais perçu par le grand public comme un immigré, tandis qu'un travailleur plus modeste venant de la même île, s'il est de couleur, le sera aussitôt.

Le bon sens populaire a ses propres critères (6). Si le *Robert* définit l'immigration comme «l'entrée dans un pays des personnes non autochtones qui viennent s'y établir, généralement pour y trouver un emploi», le Français moyen décrira les immigrés comme des travailleurs venus massivement pendant la période de grande expansion pour remplir certains emplois disponibles plutôt durs, sales, monotones et relativement peu qualifiés. Et il n'aura pas tort puisque cette population étrangère reste majoritairement ouvrière, masculine, peu privilégiée aujourd'hui encore, même si sa composition tend à changer depuis la crise et les restrictions mises à l'entrée.

Majorité, cependant, ne veut pas dire totalité. Tous les étrangers ne sont pas des «travailleurs immigrés» dans le sens accepté du terme. Que faire des diplomates ou du personnel militaire étranger ? Où placer les

(5) SAUVY (A.) *L'Europe submergée*. Paris, Dunod, 1987 p. 240.

(6) Pas seulement. ZLOTNIK (H.) in *J.M.R.* op. cit., p. 943 rappelle qu'au début du siècle la plupart des pays européens définissaient comme «migrants intercontinental-taux» les passagers de troisième classe sur les bateaux partant d'Europe au-delà des mers.

hommes d'affaires, les cadres et techniciens, les membres des professions libérales dont le nombre aura tendance à augmenter avec la mise en place du «marché unique» européen à partir de 1993 ? Comment comptabiliser les réfugiés, les touristes, les étudiants, les frontaliers et les saisonniers ? La règle varie d'un pays à l'autre. Un colloque tenu à Ottawa en 1987 a révélé à la fois la dispersion des méthodes de comptabilité et confirmé les difficultés de l'uniformisation (7). Pourtant la décision étatique affecte considérablement les données statistiques. Inclure toutes les catégories susmentionnées dans la population étrangère c'est en sérieusement augmenter le nombre. D'autre part, exclure les touristes et les saisonniers des données globales, tout en les incluant dans les données particulières, de la délinquance par exemple, c'est augmenter artificiellement la proportion des délinquants dans cette population. Utiliser différents chiffres selon le but recherché est, nous le verrons, un des moyens de la manipulation.

La confusion entre immigré et étranger reste une des sources majeures de distorsion. Les xénophobes, dont la devise est «la France aux Français», oublient de préciser que bon nombre d'immigrés dont ils parlent sont en fait des citoyens français. Tel est le cas des Français d'outre-mer, des naturalisés, des «seconde génération», c'est-à-dire des enfants d'étrangers nés en France qui sont devenus ou deviendront quasi automatiquement français à 18 ans ou bien encore des jeunes d'origine algérienne qui le sont légalement, ce que les statistiques semblent ignorer. Que des xénophobes agissent ainsi est naturel. Voilà pourtant ce qu'écrivit sur ce sujet le rapporteur d'un groupe de travail nommé par le Commissariat au Plan et que l'on ne peut nullement soupçonner de tels sentiments, bien au contraire : «Qu'entend-il [ce groupe] par l'immigration ? Les populations étrangères arrivées en France à une date récente et leurs descendants. Il a donc englobé dans cet ensemble des personnes ayant acquis la nationalité française depuis peu, en particulier dans les jeunes générations... Il a concentré son attention sur ceux dont la présence fait, à l'évidence, davantage problème» (8). On peut comprendre pourquoi une commission cherchant à améliorer le sort des immigrés et à aplanir les difficultés de coexistence procède de la sorte. Il n'en reste pas moins qu'une définition des immigrés comme ceux qui «font problème» doit nous en poser à notre tour.

b) Les nombres

Pour savoir combien d'étrangers résident en France, il y a deux sources : le recensement et les statistiques du Ministère de l'Intérieur. Ces dernières totalisent chaque année le nombre des titres de séjour délivrés, auxquels on ajoute les enfants de moins de 16 ans. Même si elles sont pé-

(7) La plupart des travaux de ce colloque ont été publiés in *I.M.R.* op. cit.

(8) Commissariat Général au Plan. *Immigration : Le devoir d'insertion*. Rapport du groupe de travail, novembre 1987, Tome 1. Synthèse p. 10.

(9) Notons que le nombre d'enfants présents en France n'est connu qu'à partir des déclarations des parents; ne sont enregistrés systématiquement que les enfants arrivant en France avec leurs parents, mais non ceux entrés ou nés en France après la date à laquelle les parents ont obtenu leur titre de séjour. Il y a surestimation par la non prise en compte des départs, des décès et des naturalisés dont les titres de séjour non rendus sont en cours de validité.

riodiquement mises à jour, ces évaluations ignorent la plupart des départs et tendent donc à exagérer la présence étrangère (9).

Le recensement est la source principale, particulièrement précieuse pour qui s'intéresse à l'histoire de l'immigration. La nationalité figure une première fois dans le recensement de 1851 et s'y ajoutent, à partir de 1891, des questions sur le sexe, l'âge, l'état civil des étrangers, leur «condition» aussi bien que leur profession (10). Cette année-là, d'ailleurs, les données consacrées aux étrangers font l'objet, pour la première fois, d'un volume spécial. Il est intéressant à noter, mais non surprenant, qu'il en sera ainsi chaque fois que l'immigration figure au centre des préoccupations politiques. 1891 se situe dans une période où la question des étrangers provoque de nombreux débats à la Chambre des Députés. Il en sera de même en 1926, 1931 et 1936 quand une récession et ensuite la grande crise ont donné lieu à un vaste mouvement xénophobe; après guerre il faudra attendre 1975 et 1982 pour retrouver un volume séparé (11).

Dans ce domaine comme dans d'autres la principale faiblesse d'un recensement est sa nature déclarative : est étranger celui qui se déclare comme tel; d'où des erreurs intentionnelles ou non. Pour y remédier, les agents chargés du dépouillement reçoivent des recommandations dont le contenu est révélateur de l'état d'esprit de l'administration et du climat général de l'époque (12). Ils avaient à surmonter trois obstacles principaux liés à la question de nationalité (13) : 1) des enfants d'étranger; 2) des femmes mariées

(10) Après un silence en 1856, la question a été posée à chaque recensement. Mais les données sur les actifs sont plus ou moins détaillées selon les recensements.

(11) Cet intérêt est lié également aux réformes du droit sur la nationalité et des débats le concernant : par ex. lois du 7 février 1851, du 26 juin 1889 et du 10 août 1927. Rappelons que la francisation ou une naturalisation plus facile étaient liées à des préoccupations militaires; ainsi la loi de 1889 était contemporaine de celle du 15 juillet 1889 sur le service militaire. Cf. *Etre Français aujourd'hui et demain*. Rapport de la Commission de la Nationalité Paris, U.G.E., collection 10/18, tome 2, p. 18 à 30 et VOISARD (J.), DUCASTELLE (C.) *La question immigrée dans la France d'aujourd'hui*. Paris, Calmann-Lévy, 1988 p. 77-81.

(12) En 1906 les nombreuses personnes de nationalité non déclarée étaient considérées comme Françaises à moins que l'examen des bulletins n'indique qu'il s'agissait d'un nom étranger (Instruction non publiée n° 19 du 21 octobre 1907). En 1931 était classé indigène celui dont le nom et prénom étaient musulmans même s'il avait répondu Français.

(13) Les recensements ont souvent précisé que «la détermination du nombre des étrangers donne lieu à des interprétations difficiles. Les règles qui fixent la nationalité sont compliquées; dans les cas douteux, la population évite de répondre à la question, indépendamment des cas où les habitants ne répondent pas par négligence... Des difficultés du même ordre se présentent pour les naturalisés français. Des étrangers peuvent être classés parmi les naturalisés, leur déclaration pouvant être de bonne foi, lorsqu'ils habitent en France depuis longtemps ou qu'ils ont fait une demande de naturalisation. Et des naturalisés se déclarent parfois nés Français quand ils sont nés en France». Recensement de 1931 T.1, 2eP. p. 54-55.

(14) En 1891 les Algériens et Sénégalais étaient recensés comme Français, les Marocains et Tunisiens comme Africains. Entre les deux guerres les Africains et Asiatiques sujets français étaient classés avec les étrangers; les Sénégalais des communes de plein exercice et les habitants de Tahiti avec les Français (Recensement de 1946, 6eP. p. 309). En 1946, alors que la Constitution du 27 octobre 1946 donnait la qualité de Français aux ressortissants de l'Union Française (art. 81), le recensement ayant eu lieu en mars, on a gardé le classement d'avant-guerre. En 1954 les musulmans d'Algérie classés Français ont fait l'objet d'un tableau séparé. En 1962 les musulmans originaires d'Algérie et en 1968 les Français musulmans nés en Algérie ont été classés avec les Algériens. En 1962, la situation des ressortissants de Madagascar et d'Afrique noire étant encore mal définie, une proportion non négligeable d'entre eux se sont déclarés Français.

(Française épousant un étranger, étrangère épousant un Français ou un naturalisé); 3) jusqu'à une certaine période, des ressortissants des colonies et d'autres territoires d'outre-mer (14). On pourrait y ajouter les problèmes plus techniques concernant la nationalité des Alsaciens-Lorrains nés avant la première guerre (15) ainsi que le changement de nationalité après 1918 des divers étrangers provenant des empires russe, austro-hongrois et ottoman (16). Suivant des séries longues, le chercheur devra faire attention aux populations reconnues ou non comme françaises et aux variations de cette définition. Les Algériens, en particulier, ont été considérés comme Français, comme Africains «sujets français» n'ayant pas la citoyenneté (donc étrangers) et, finalement en 1954 et 1962, comme Français (17). Il est significatif, cependant, que même durant cette dernière période, ils étaient dans les recensements dénombrés à part (18). Cette impression que les immigrés ne sont pas tout à fait considérés comme des citoyens «à part entière» semble être confirmée par la publication pour la première fois en 1982 d'un volume consacré aux Français d'outre-mer résidant dans la métropole (19).

D'une manière plus générale, il faut se souvenir que le recensement n'enregistre que les résidents, excluant touristes, personnes en voyage d'affaire et saisonniers, mais aussi les étrangers membres du corps diplomatique résidant dans les ambassades et les militaires étrangers vivant en casernes ou camps et, évidemment, les clandestins. Il est souvent écrit que, pour des raisons multiples, le recensement sous-estime le nombre d'étrangers d'environ 10 %. Des chercheurs ont cependant suggéré que pour le recensement de 1982, venant un an après la régularisation des clandestins, ce pourcentage était nettement exagéré (20).

I. - LES CHIFFRES ET LEUR UTILISATION

Les statistiques servent à mieux saisir un phénomène. Elles peuvent aussi jouer le rôle inverse. Il n'est pas impossible de les présenter d'une

(15) «Le cas des Alsaciens-Lorrains crée des difficultés. Ceux qui en réponse à la question relative à la nationalité se déclarent Alsaciens-Lorrains ne fournissent pas une réponse précise, puisque le fait qu'ils sont Français ou Allemands dépend de la date de naissance et de l'usage qu'ils ont fait de leur faculté d'option» (Recensement de 1911 T.1 p. 50). En 1946 ils étaient Français s'ils étaient nés entre le 15 juillet 1870 et le 11 novembre 1918 ou après le 22 juin 1940 (Recensement de 1946 6eP. p. 317).

(16) Sur la difficulté de déterminer la nationalité à cette époque cf. BUNLE (H.) «Les marches des Etats du Centre de l'Europe», *Bulletin de la S.G.F.*, janv. 1919, p. 161-206.

(17) Cf. note 14.

(18) Ibid.

(19) Lors des recensements antérieurs, ces résultats avaient parfois fait l'objet d'une publication sous forme ronéotée et en 1975 d'une microfiche disponible pour le public. Recensement de 1982. Population des DOM-TOM en France Métropolitaine. I.N.S.E.E.-S.E.D.E.T.O.M., Paris 1985 p. 3.

(20) ZAMORA (F.), LEBON (A.) «Combien d'étrangers ont quitté la France entre 1975 et 1982», *Revue Européenne des migrations internationales*, Vol. 1, n° 1, sept. 1985 p. 67-80. Ils estiment que la technique du recensement s'étant améliorée et vu le climat ambiant, le taux d'omission a été des plus faibles, peut-être voisin de zéro.

manière arbitraire, tronquée afin de renforcer une thèse; dans le cas qui nous intéresse, par exemple, de présenter les immigrés comme une «horde» aussi innombrable que dangereuse. Il y a aussi des distorsions nullement intentionnelles : des chiffres qui manquent, des données limitées, des aspects du problème jusqu'ici insuffisamment explorés. Finalement, il y a des variations dans les définitions et des modifications dans la juridiction qui, si elles ne sont pas explicitées, contribuent à rendre l'image trouble.

a) Manipulation

Elle est coutumière depuis qu'il est devenu facile de faire du capital politique en jouant sur la peur de l'étranger. Le Front National en a fait un fonds de commerce. Nous allons l'illustrer par un exemple plus «honorable», M. Griotteray, membre influent de la droite traditionnelle. Dans son livre il montre comment on procède pour grossir l'ampleur de la soi-disant «invasion». Pour commencer on effectue une moyenne entre les chiffres du recensement et ceux du Ministère de l'Intérieur, arrondissant à 4 millions; on y ajoute «200 000 à 400 000, plus peut-être, d'étrangers clandestins», 600 000 jeunes dont la nationalité est mise en doute et 450 000 à 500 000 immigrés français des DOM-TOM. Nous voilà arrivés à 5 millions et demi et le tour est joué. Les doutes sont balayés par l'assertion que ces chiffres sont plus proches que d'autres «de la réalité perçue par les Français métropolitains» (22).

Il y a, cependant, un inconvénient. Prouver que plus d'un habitant sur dix en France est un immigré est utile pour entretenir l'anxiété mais pas pour démontrer la propension de cette population étrangère au crime. Lorsqu'on aborde donc la population pénitentiaire, oubliés clandestins et compagnie, la proportion d'étrangers en France descend à son niveau habituel de moins de 7 % (23). La section sur la délinquance révèle d'ailleurs un autre procédé. Il n'est pas aisé d'obtenir des chiffres par nationalité. L'auteur utilise, entre autres, une étude calculant le taux de délinquance parmi les hommes de 18 à 30 ans en 1966. Elle établit que le taux de criminalité parmi les Maghrébins (0,046) est de plus de moitié (53 %) plus élevé que celui de la population totale. Peu importe la valeur de ce chiffre. Le même tableau donne un taux très proche pour les Belges (0,044 et 46 % de plus). M. Griotteray titre des conséquences profondes des premières données mais pas des secondes. Il s'agit de démontrer la menace maghrébine et non pas un danger venu d'outre-Quévrain.

Revenons un instant sur les clandestins, dont le nombre est par définition malaisé à établir. Il était estimé à 300 000 lorsque le gouvernement socialiste procéda à une opération de régularisation en 1981; il y eut 131 000 demandes acceptées et environ 20 000 rejetées. Il fallait, en conséquence, réviser drastiquement l'estimation. Comment donc M. Griotteray et ses sem-

(21) Cf. note 3.

(22) Ibid. p. 11 à 17.

(23) Ibid. p. 92.

(24) Ibid. p. 89.

blables arrivent-ils à des niveaux plus élevés encore ? Leur source principale semble être commune. Il s'agit du rapport Genesseeux, présenté au Conseil de Paris le 4 juin 1983, mentionnant «l'arrivée mensuelle dans la capitale de 6 000 étrangers sous couvert de visa de tourisme, ce qui représente 70 000 personnes par an» (25). M. Mottin, dont les vues ne sont pas très éloignées, attribue les «70 000 dans une année entière» à M.J. Chirac le mois suivant. Qui sont-ils ? Restent-ils à Paris ou en France ? Plutôt que réfléchir il faut extrapoler. M. Mottin obtient 280 000 clandestins à Paris pour les années 1982 à 1985 et, en appliquant un coefficient, 500 000 pour l'agglomération parisienne (26). Pourquoi ne pas aller au-delà ? En étendant le calcul à la France entière et à une décennie on obtient plus de clandestins qu'il n'y a aujourd'hui d'étrangers en France. Arrêtons-nous là constatant que, sur ce sujet sans frontières, la mauvaise foi, elle aussi, ne connaît pas de limite.

b) Lacunes et variations

La population étrangère n'est pas seulement difficile à saisir en tant que stock. Les flux aussi présentent des problèmes principalement liés à une connaissance insuffisante des sorties. Mais ceci n'est pas le seul défaut. L'Office National d'Immigration (28), qui enregistre l'entrée des travailleurs permanents et saisonniers ainsi que de leurs familles, ignore les Algériens et ne consigne pas très fidèlement les mouvements des citoyens des pays de la C.E.E. (29). Quant aux Algériens, le Ministère de l'Intérieur les recense sur la base des mouvements entre la France et l'Algérie; il n'élimine donc pas de ce total les Algériens en transit, vers la Belgique ou l'Allemagne par exemple (30).

(25) Ibid. p. 13.

(26) MOTTIN op. cit. p. 29.

(27) Citons aussi le procédé classique d'impressionner par des forts taux d'augmentation sans préciser les faibles chiffres absolus. Cf. *Entre français aujourd'hui et demain* op. cit. T.1 p. 248-250.

(28) Maintenant Office des Migrations Internationales (O.M.I.) ayant en charge les Français émigrés évalués à 1 400 000.

(29) L'O.N.I. publie depuis 1967 un rapport annuel sur les flux de travailleurs et de leurs familles. Echappent à son recensement, outre les Algériens, les commerçants et les étudiants (sauf s'ils résident depuis un an et désirent travailler). Le 1^{er} janvier 1975, l'immigration non assistée en provenance de la C.E.E. n'étant plus soumise à son contrôle, la déclaration d'engagement des employeurs a permis la prise en compte des travailleurs mais non celle des familles. Depuis le 19 juillet 1980 les réfugiés sont exclus des statistiques des entrées. Dans les statistiques rétrospectives, il faut tenir compte de ce que les régularisés sont enregistrés au moment de leur régularisation (mais de 1962 à 1964 environ 10 000 employés de maison régularisés n'ont pas été comptabilisés, car il s'agissait d'emplois considérées comme non-productifs). Une rupture intervient aussi en 1960 dans les données de l'immigration familiale qui avant cette date étaient minorées par la non-prise en compte du mouvement familial spontané; l'accroissement brusque des saisonniers provient de la prise en compte des vendangeurs espagnols. (Notons qu'un saisonnier peut être comptabilisé plusieurs fois). Depuis 1977 l'O.N.I. recense une partie des détenteurs d'une autorisation provisoire de travail (A.T.P.). Cf. aussi «Guide d'utilisation des statistiques», *Statistiques du travail. Supplément au bulletin mensuel*. n° 91, 1981, p. 83-90.

(30) Ibid.

En dehors des recensements, deux enquêtes régulières nous permettent de mieux connaître l'insertion des travailleurs étrangers dans l'économie française. L'enquête emploi n'est pas limitée aux étrangers mais, portant sur la population active des «ménages ordinaires», elle exclue les foyers collectifs et les chantiers temporaires (notamment des travaux publics). Elle omet en partie ceux qui sont logés dans des conditions précaires (31). Les enquêtes du Ministère du Travail sont consacrées spécifiquement à la main d'œuvre étrangère (enquêtes A.C.E.M.O.), mais elles concernent seulement les établissements de plus de 10 salariés du secteur industriel et commercial privé. Elles excluent donc l'agriculture, l'administration publique et l'ensemble des services publics dont le personnel est régi par un statut (Houillères, RATP, EDF-GDF), les salariés des ménages et les non-salariés (32).

Il y a enfin des aspects de la vie de la population étrangère où nos connaissances sont minimes. Ainsi, nous ne savons presque rien sur leur consommation. Si nous avons des données sur les transferts monétaires globaux, grâce à la balance des paiements, nous n'en avons guère sur l'épargne (33).

Un seul exemple suffira pour montrer les conséquences d'un changement de statut. La plupart des enfants nés en France de parents étrangers sont recensés comme étrangers. Presque tous deviendront Français en passant à l'âge adulte (34). Il n'est pas besoin de souligner l'influence de cette métamorphose légale sur toute étude des coûts et contributions puisque les «étrangers» bénéficiaires de subventions, notamment pour l'école et les prestations familiales, deviendront à 18 ans producteurs de ressources et cotisants.

Ceci nous amène à une aberration statistique, le cas des jeunes «Algériens». L'article 23 du Code de la nationalité ne laisse aucun doute : est Français tout enfant né sur le territoire français dont un parent y est lui-même né; si les deux parents y sont nés, il n'a même pas le choix, il ne peut répudier la nationalité française. Comme légalement l'Algérie était française jusqu'en 1962, cette règle s'applique à presque tous les jeunes d'origine algérienne nés en France ces dernières années. Leurs parents n'étant pas juristes, la plupart d'entre eux sont recensés comme Algériens, donc étrangers. On estime qu'au recensement de 1975 environ 200 000 enfants ont ainsi été déclarés Algériens et au recensement de 1982 environ 220 000 (35). Ne pas

(31) Ces enquêtes sont publiées dans la Série D des *Collections de l'I.N.S.E.E.*, mais il y a eu des modifications dans la méthodologie, notamment en 1975.

(32) Elles ont eu lieu en juin 1971, oct. 1973, 1976, 1979, avril 1982 et déc. 1985. Les résultats sont publiés en %.

(33) *L'argent des immigrés : épargne, transferts de huit nationalités en France*, TAPINOS (G.), GARSON (J.P.) dir., Paris, P.U.F., 1981, 352 p.

(34) Par application de l'art. 44 du Code de la nationalité, VOBARD (op. cit. p. 80) remarque que «l'automatisme fait qu'il n'y a aucune trace statistique de l'effet de cet article».

(35) LE MOIGNE (G.) *L'immigration en France*, Paris, P.U.F., 1986.

expliciter de telles anomalies, c'est faciliter la tâche de tous ceux, et ils ne sont pas rares, dont l'objectif est d'exagérer la charge de la population étrangère et d'en minimiser la contribution.

c) Précautions statistiques

Nous allons mentionner ici, d'une manière sommaire et à titre d'exemple, quelques précautions à prendre dans quatre domaines pour ne pas être induits en erreur par des chiffres bruts.

1) La délinquance

La limitation très stricte des admissions depuis 1974 a provoqué un accroissement brutal des arrestations et condamnations pour «délit de séjour», très rares auparavant, et, naturellement ne s'appliquant qu'aux étrangers. Ceci explique, du moins en partie, l'augmentation plus rapide de la criminalité chez les étrangers (36). D'après les estimations disponibles, en 1985 les étrangers étaient impliqués dans 27,9 % des incarcérations effectuées en France, mais environ un tiers d'entre elles résultaient de l'application de l'article 19 de l'Ordonnance de 1945, c'est-à-dire avaient trait à leur «situation irrégulière» (37).

Ajoutons que le nombre d'incarcérations d'étrangers et leur proportion dans la population carcérale sont relativement plus élevés car les étrangers sont plus facilement placés en détention préventive, leur condition même étant jugée comme offrant moins de garantie de représentation (38). De même, ils bénéficient moins fréquemment des arrangements à l'amiable, le cas d'une rixe dans un café étant classiquement cité en exemple, et la statistique mesure non pas la criminalité mais son enregistrement légal (39). Rappelons encore qu'en analysant les taux calculés pour les étrangers il est nécessaire de vérifier la population de référence : s'agit-il des chiffres du recensement ou de ceux du Ministère de l'Intérieur ? Comprennent-ils les saisonniers, les frontaliers, les touristes parmi lesquels, après tout, se recrutent des clandestins ? Enfin, mais ceci risque de devenir un refrain, il ne faut comparer que le comparable et donc prendre en compte l'âge, le niveau d'éducation, les conditions de vie, les catégories sociales des échantillons de population analysés.

(36) VOISARD op. cit. p. 45.

(37) Cf. à ce sujet la recherche financée par LA MIRE DE ROBERT (P.), TOURNIER (P.) *Les étrangers dans les statistiques pénales* dont l'objectif est la constitution d'un corpus pouvant servir de référence pour le débat public et les recherches dans ce domaine; elle s'efforce de préciser les conditions de production des données existantes en fixant les limites de la validité et les possibilités de biais. Il serait souhaitable qu'un travail analogue soit entrepris pour la connaissance des délits commis contre les étrangers.

38. Cf. LYON-CAEN (A.) *Deux années de nouvelle politique migratoire en France*, Actes de la Journée du 10 juin 1983, G.R.A.M.I., D.T. Hors Série, mars 1984, p. 104-107.

(39) COSTA-LASCOUX (J.) in Commissariat au Plan, op. cit. Tome 3, p. 132 sq.

(40) BOULOT (S.), BOYZON-FRADET (D.) *Les immigrés et l'école : une course d'obstacles*. Lectures de chiffres. Paris, Harmattan - C.I.E.M.I., 1988 p. 14.

2) Education

Les statistiques «recensent comme étrangers des enfants juridiquement français, du fait de l'ignorance conjuguée des parents et des chefs d'établissement sur les règles du code de la nationalité» (40). Il s'agit du cas des jeunes Algériens mentionné précédemment. Ici il joue un rôle crucial, puisqu'en 1985 sur un peu plus d'un million d'enfants scolarisés enregistrés comme étrangers, près de 300 000 l'étaient en tant qu'Algériens et l'écrasante majorité d'entre eux était légalement Français. D'ailleurs, bon nombre d'autres enfants étrangers se transformeront en Français à l'âge de la majorité légale.

La présence plus que proportionnelle des enfants étrangers dans l'enseignement élémentaire s'explique essentiellement par la démographie, mais s'y ajoute un élément scolaire : les étrangers comptant plus de «redoublants», avec la scolarité obligatoire, une plus grande proportion d'entre eux reste dans le primaire. Il faut, cependant, faire une distinction entre enfants nés en France et hors de France. L'analyse effectuée dans ce domaine montre qu'en ce qui concerne le retard à l'entrée en sixième des enfants d'ouvriers, les étrangers nés en France se situent à peu près à égale distance entre les Français et ceux nés hors de France. Pour le taux d'admission en terminale, les étrangers nés en France dépassent même légèrement les Français (41). Ainsi, au facteur social, primordial ici aussi, se superpose un élément d'insertion linguistique et globale qu'on pourrait nommer «le coût scolaire du déracinement».

Les statistiques du Ministère de l'Education Nationale donnent des chiffres plus élevés que ceux estimés par l'I.N.S.E.E. entre les recensements, car le Ministère comptabilise non seulement les enfants d'immigrés nés en France, mais aussi ceux arrivés avec leurs parents et aussitôt scolarisés. Enfin, les statistiques des étudiants étrangers sont trompeuses dans le sens qu'elles amalgament les enfants d'immigrés ayant réussi à atteindre ce niveau avec les jeunes étrangers venus poursuivre leurs études en France.

3) Chômage

Ceux qui tirent un trait d'égalité entre deux millions de chômeurs et deux millions de travailleurs étrangers oublient de mentionner qu'il y a une quinzaine d'années la proportion d'actifs étrangers était presque la même et le taux de chômage avoisinait 3 % au lieu de dépasser, comme aujourd'hui, la barrière de 10 %. Ils ne comptabilisent pas, non plus, les Français qui ont trouvé du travail à l'étranger. Enfin, ils insistent sur l'ampleur du chômage parmi les immigrés sans en chercher la raison.

Les immigrés travaillent dans les secteurs les plus touchés par la crise et donc par les restructurations (42). Leur ancienneté étant moindre, leur

(41) Ibid, p. 122 et 124. Mais pour que ces dernières données soient significatives il faudrait connaître la proportion des jeunes de chacun de trois groupes qui continuent leurs études jusqu'à la terminale.

(42) Cf. SINGER-KÉREL (J.) «L'immigration en chiffres», *Travail*, n° 7, fév. 1985 p. 12-13.

sort est souvent affecté par les règle «dernier arrivé, premier licencié» (quoique ce facteur tende à diminuer). Ils sont parfois victimes de la discrimination. Le taux de chômage élevé a aussi ses raisons démographiques : la part des jeunes est plus importante chez les étrangers. Finalement, bon nombre de chômeurs de moins de 18 ans ne sont étrangers que statistiquement, puisqu'à l'âge de 18 ans ils deviendront automatiquement chômeurs français.

L'importance du chômage parmi les étrangers est indéniable. On peut néanmoins l'aggraver : encore une fois M. Griotteray nous en fournit l'exemple. Il suffit de rapporter le nombre de demandeurs d'emploi étrangers à une population active sous-évaluée, celle recensée par l'enquête emploi (43).

4) Protection sociale

Il y a une tendance à aborder ce sujet en termes de bilan comparant le coût des prestations versées aux étrangers au montant de leurs cotisations. Avant de critiquer cette notion même de bilan isolé, passons en revue ses principaux éléments.

Parmi les domaines où maintenant la charge dépasse les contributions figurent les prestations familiales. Pendant presque toute la période d'après-guerre le bilan était inverse : l'immigré, le plus souvent célibataire, arrivait à l'âge adulte. Le renversement est dû à la réunion des familles et le coût supérieur, à la taille des familles étrangères. Mais peut-on équilibrer les comptes sans y faire entrer l'actif de 30 années ? Est-il normal d'encourager la natalité et traiter des maternités plus nombreuses comme un débit ? Le second exemple, celui du déficit des accidents du travail est encore plus éloquent. Faut-il imputer aux étrangers comme «bénéfice» le fait qu'ils remplacent des Français dans les métiers où les risques d'accident sont grands ? Le chômage est la troisième rubrique déficitaire : il y a proportionnellement plus de chômeurs parmi les étrangers. Cette différence est cependant moindre financièrement que numériquement, car les étrangers ont des salaires (et allocations) moins élevés.

Les étrangers contribuent plus à l'assurance vieillesse qu'ils ne perçoivent de pensions. Même si elle vieillit, la population étrangère n'a pas la même pyramide d'âge. D'ailleurs, elle est essentiellement ouvrière et les ouvriers, en règle générale, ne profitent pas longtemps de leur retraite (44). L'assurance maladie est l'autre domaine où les cotisations dépassent les prestations. Le phénomène reflète des facteurs économiques et socio-culturels. Comme ouvriers, les étrangers appartiennent à une couche sociale profitant moins de soins médicaux. La variation est aussi nationale : Espagnols et Italiens vont moins souvent chez le médecin que les Français, mais plus souvent que les Maghrébins (45).

(43) GRIOTTERAY op. cit. p. 55.

(44) BASLE (J.) «Les dépenses de santé», *Ecoflash*, I.N.S.E.E., 28 avril 1988. L'espérance de vie à 35 ans des cadres supérieurs et des professions libérales est de 42 ans, celles des O.S. de 37 ans et des manœuvres de 34,3 ans.

(45) MORMICHE (P.) «Pratiques culturelles, profession et consommation médicale», *Economie et statistique*, n° 189, juin 1986, p. 39-60.

Les xénophobes abusant de cet argument c'est une excellente chose que des études sérieuses démontrent l'absurdité du mythe d'une Sécurité Sociale française écrasée par le fardeau des prestations sociales fournies aux étrangers. Mais il ne semble pas indispensable pour «légitimer» en quelque sorte la présence étrangère d'établir, ou de prouver, l'existence d'un parfait équilibre des dépenses sociales. Le bilan ne peut pas être calculé dans un splendide isolement. La contribution des travailleurs étrangers au «miracle» économique français, à l'ascension sociale des autochtones durant cet essor exceptionnel ou le coût humain du déracinement ne figurent pas aisément dans tels comptes d'apothicaire (46).

Je voudrais terminer cette partie descriptive par une illustration anecdotique. Les étrangers, on le proclame, ne doivent pas participer à une élection législative, excepté évidemment comme objet de propagande. Mais cela n'est pas tout à fait exact. Les circonscriptions électorales sont dessinées en utilisant comme base de calcul non pas le nombre de citoyens mais celui des habitants. Aussi, plus il y a d'étrangers dans une circonscription moins son élu est représentatif (47). Doit-on y voir la nostalgie de la démocratie athénienne ? Cet exemple est là pour nous rappeler la relation ambiguë entre immigration et statistique.

III. - LES STATISTIQUES ET LEUR CONTEXTE

Le problème majeur n'est pas celui des chiffres. Des travaux sérieux, subtils, nuancés portant sur la condition d'immigré ont été effectués et nous avons tenté ici d'en résumer quelques conclusions. Même s'il y a encore des lacunes, des données inexactes, des champs inexplorés, la difficulté essentielle réside non dans les statistiques mais dans leur utilisation hors du contexte.

Hors du contexte historique tout d'abord. Le bilan, selon le dictionnaire, est le résumé d'une situation à une date, à un moment donné. L'immigration est un processus, un devenir. Constater un déficit dans les prestations familiales sans prendre en considération leur excédent prolongé dans le passé, nous l'avons vu, c'est se condamner à ne pas saisir le problème dans son évolution. Parce que le phénomène est dynamique, cette règle ne s'applique pas seulement au passé. Extrapoler, projeter dans l'avenir des courbes anciennes tient de la bêtise ou de la propagande. L'ampleur de la population étrangère en cette fin de millénaire dépendra non seulement de la conjoncture économique française et internationale, mais de nombreux facteurs, dont l'évolution de la fécondité des femmes d'origine étrangère (49). La population

(46) Pour cette section cf. aussi Commissariat au Plan op. cit. Tome 2 p. 203-274.

(47) LEVY (M.L.) «Le nombre de députés», *Population et Sociétés*, fév. 1986, n° 199.

(48) Cf. aussi le problème du «seuil de tolérance», *Etre Français aujourd'hui et demain*, op. cit. T.1 p. 205-206.

(49) Cf. sur ce sujet LE BRAS (H.) «Nature et limites des prévisions de population» in *VIII^e Colloque de Démographie*, I.N.E.D., Travaux et Documents, cahier 116, P.U.F., 1987, p. 23 sq.

étrangère est d'ailleurs en train de changer de nature. Elle vieillit, se fige, s'assimile jusqu'à un certain point. A la question : va-t-elle bientôt ressembler à la population autochtone ? il faut répondre par une autre – à quelle population française ? – et réintroduire ainsi le contexte social.

Il serait ridicule de nier la spécificité du problème de l'immigration ou les traumatismes liés à l'insertion linguistique ou socio-culturelle. Mais il ne sert à rien de comparer des Français abstraits à des étrangers tout aussi abstraits. La comparaison, nous l'avons vu, n'a de valeur que si elle précise le sexe, l'âge, le milieu social surtout des sujets de la comparaison. Les délits commis ne sont pas les mêmes dans les banlieues ouvrières et dans les beaux quartiers. C'est le vieux refrain sur «la classe laborieuse, classe dangereuse» auquel s'ajoute un air de xénophobie et de racisme.

Une boutade d'avant guerre distinguait les Juifs au-dessous d'un certain revenu des Israélites au-dessus de ce seuil. L'équivalent aujourd'hui séparerait les étrangers qui ne posent pas problème de ces immigrés dont on parle tant. C'est le sens dans lequel certains réformateurs ont voulu aborder la question en dépassant l'aspect de nationalité. Après tout, en dernier ressort, l'immigration est un problème de société, société de départ naturellement, mais celle du pays d'accueil également.

Pour le paysan français forcé de quitter la terre, l'Irlandais affamé cherchant fortune au delà des mers, le Maghrébin traversant la Méditerranée en quête de travail, le déracinement est une expérience douloureuse. Raison de plus pour réagir, avec les moyens à notre disposition, contre ceux qui font tout pour le rendre plus dur encore à l'aide de cet ennemi subtil et hypocrite de la vérité, «le mensonge statistique».

Jeanne SINGER-KÉREL